

## Plus de visibilité aux revues culturelles... et plus d'écoute

Louise Vigeant

Numéro 105 (4), 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/26261ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vigeant, L. (2002). Plus de visibilité aux revues culturelles... et plus d'écoute. *Jeu*, (105), 8–11.

# Éditorial

## Plus de visibilité aux revues culturelles... et plus d'écoute

À l'automne 2000, le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) publiait des portraits économiques des milieux artistiques suivants : musique, théâtre, danse et arts visuels et médiatiques. Un éditorial paru dans *Jeu 98* concluait que la diffusion de ces portraits fournissait de nouvelles armes au Mouvement pour les arts et les lettres (MAL) dans son combat pour une augmentation des budgets alloués à la culture afin de garantir un meilleur revenu aux artistes. Or, voilà qu'au printemps dernier le CALQ a complété sa série de portraits en en rendant publics deux autres, soit pour les secteurs de la littérature et des revues culturelles. Ce qui nous donne l'occasion, cette fois, d'examiner la situation économique des revues et de nous pencher sur nos propres conditions de travail, mais aussi sur la place des périodiques culturels dans une société surmédiatisée comme la nôtre.

Établissons un fait au point de départ : comme c'est le cas pour tous les secteurs culturels, les revues ne pourraient exister sans le soutien des gouvernements. De fait, le sommaire du portrait économique des périodiques culturels nous apprend que « les différents gouvernements ont apporté un appui financier aux périodiques culturels représentant 70 % de l'ensemble de leurs revenus ». Certes, cela peut sembler beaucoup – en comparaison, dans le secteur du théâtre, c'est 48 % des revenus qui proviennent des gouvernements. La question qui peut surgir est celle-ci : est-ce trop ? Et son corollaire : doit-on exiger des revues culturelles qu'elles cherchent d'autres sources de financement ou qu'elles contribuent plus substantiellement à leur budget par leurs revenus d'exploitation ?

Avant de répondre à ces questions, soulignons tout de même que, reconnaissant l'importance de ce secteur de l'édition, la *Politique de la lecture et du livre* du gouvernement du Québec a entraîné, au cours des dernières années, une augmentation de 70 % de l'aide financière du

Portfolio : Charney, Gagnon, Murphy

# Spirale

ARTS • LITTÉRATURE • SCIENCES HUMAINES



*Théâtre sans mur*  
De Moncton à Vancouver

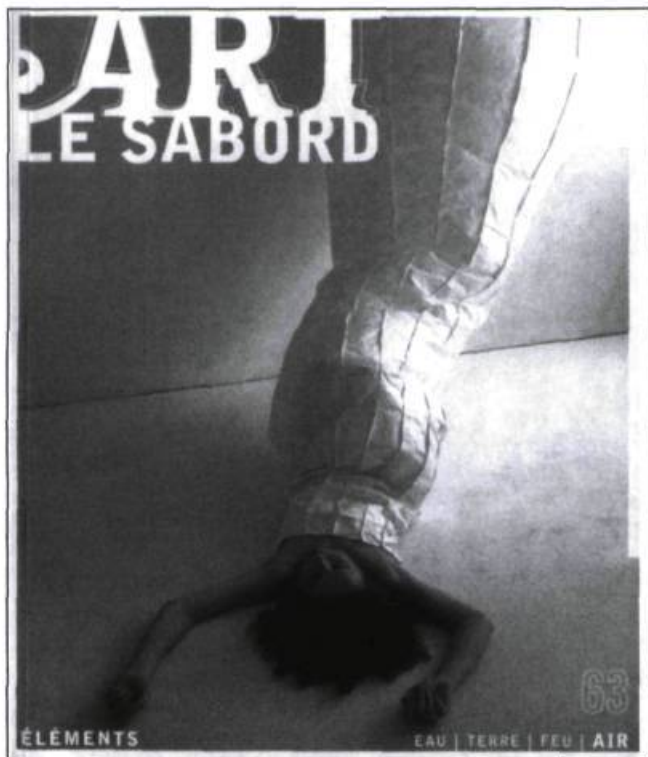
7,90 \$

DUPRÉ | FERRON | PESSOA | SIOUI DURAND

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2002 - N° 186

7 811 76 000 6 3 9 1

CALQ aux périodiques (la part du gouvernement du Québec représente 33 % de tous les revenus, celle du gouvernement fédéral 30 % et celle des municipalités près de 7 %). On peut donc parler d'un rattrapage qui a bénéficié aux revues et à leurs lecteurs, même si nous devons encore déplorer une étonnante ignorance de l'existence même de revues culturelles chez bien des Québécois.



Grâce à ce soutien, la situation économique s'est quelque peu améliorée ; toutefois, il faut reconnaître que l'existence de ces revues tient parfois du miracle tant elle est tributaire du dévouement de ceux qui les fabriquent. (D'autant plus qu'il faut vraiment y croire pour continuer dans le brouhaha généralisé et malgré qu'on nous prenne souvent pour des Don Quichotte.) La très grande majorité des gens qui travaillent à la production des revues culturelles sont des pigistes (moins de 2 % du personnel rémunéré occupe un poste permanent). Cette réalité, la plupart du temps bien assumée même si elle exige des acrobaties et comporte son lot de frustrations, entraîne cependant certaines conséquences de plus en plus difficilement contrôlables en ce qui concerne la gestion et surtout la diffusion de ces revues, et partant leur impact potentiel. Les méthodes artisanales qui ont permis la naissance et la croissance de la plupart des revues culturelles québécoises ne suffisent plus à assurer leur développement.

Il faudrait augmenter les revenus, disions-nous plus haut ? Examinons les possibilités : l'apport du secteur privé et l'accroissement des ventes. Dans le premier cas, il faut reconnaître que, là encore plus qu'ailleurs, il est difficile d'envisager une augmentation des revenus provenant du privé, la visibilité offerte étant très souvent jugée insuffisante par les commanditaires, car ils la mesurent avant tout en fonction du tirage et des ventes. Mais pour augmenter leurs ventes, les revues ont justement besoin des commanditaires afin de pouvoir allouer plus d'argent à la promotion... Voilà un beau cercle vicieux ! Bien sûr, il faudrait augmenter les revenus de ventes, autant du côté des abonnements que du côté des numéros à la pièce. Toutefois, il s'agit là d'un défi de taille.

En effet, il est devenu de plus en plus difficile de se faire voir dans le monde des médias. Les consommateurs se font offrir un nombre tellement effarant de magazines et de revues de toutes sortes ! Et chacun ne dispose que d'un budget limité pour ce genre d'achat... De plus, la plupart déplorent ne pas avoir le temps de lire ; les heures passées à naviguer dans Internet grugent celles de la lecture, etc. Nous connaissons tous la chanson.

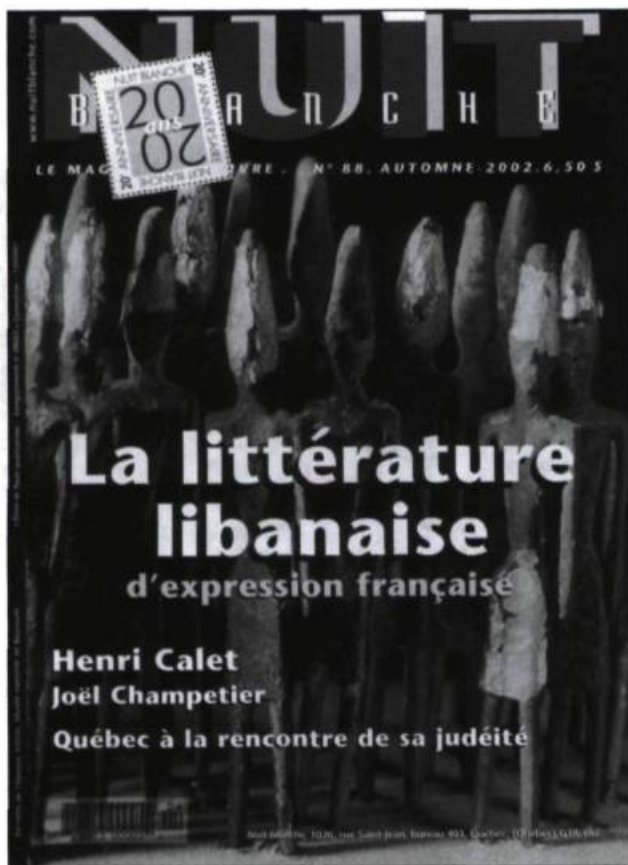
Toutefois, la cause du peu de ventes relatif des périodiques culturels tient peut-être à d'autres raisons : peut-être ne sont-ils pas assez soutenus par leurs milieux respectifs ; peut-être ne sont-ils pas assez connus ; ou peut-être encore ont-ils de la difficulté à faire leur place dans le marché ; sans compter qu'ils souffrent sûrement du syndrome de l'intellectualité qui pardonne de moins en moins... Bien sûr, les sommes allouées par les subventionneurs aux revues servent d'abord à la production des numéros (cachets, graphisme, impression, etc.) et à l'administration ; si certains montants sont dédiés à la publicité, il est indéniable que l'engagement de spécialistes pour faire la promotion s'impose de plus en plus. Mais cela, les revues culturelles n'ont ni la coutume de le faire (ayant été habitués à tout faire) ni les moyens.

La visibilité donnée aux périodiques culturels, particulièrement aux publications québécoises, est-elle suffisante ? Songeons à la place physique qu'on leur octroie sur les étagères dans les librairies et les magasins ainsi qu'à l'emplacement qu'on leur concède ; interrogeons-nous aussi sur la couverture médiatique qu'on leur fait... ou plutôt qu'on ne leur fait pas, justement. En vérité, nous manquons cruellement de chroniques sur les revues dans les quotidiens, dans les hebdomadaires, aux émissions de radio et de télévision. Plus de visibilité attirerait bien sûr l'attention de lecteurs éventuels. Sur ce plan, nous croyons que les médias ont une responsabilité certaine vis-à-vis des revues québécoises, qui font partie intégrante de la vie culturelle.

En effet, c'est dans les revues que bien des écrivains publient leurs créations, dans les revues que l'on peut prendre le pouls de la pensée, dans les revues que les œuvres – littéraires, plastiques, spectaculaires, cinématographiques – trouvent leurs commentaires les plus poussés, car les auteurs des articles disposent de plus de pages que les critiques journalistiques et jouissent aussi plus facilement du recul nécessaire à l'analyse. Précisons aussi que les collaborateurs sont des spécialistes dans leur domaine. Qui veut suivre la création au Québec, qui veut faire des découvertes, se laisser entraîner dans une réflexion... consulte d'abord les revues. Ainsi les artistes devraient-ils être les premiers à exiger une plus grande visibilité des périodiques culturels puisqu'ils ont là des partenaires passionnés de leur travail.

Il est heureux que le CALQ ait augmenté substantiellement sa contribution aux périodiques culturels : il s'agit là d'une marque de reconnaissance du travail accompli par tous ceux qui pensent et produisent les périodiques culturels. Mais il faut savoir





que ces artisans des revues travaillent à des salaires bien bas... et que les conditions faites aux pigistes, comme aux quelques employés administratifs, sont souvent bien précaires. Sans nul doute, on retiendrait plus longtemps des gens dans le secteur et on en attirerait davantage si les salaires étaient meilleurs. Bien que les compétences ne manquent pas dans les périodiques culturels, certaines personnes gagnant leur vie ailleurs peuvent s'essouffler... Pourquoi ne pas rêver à une situation où le secteur offrirait plus d'emplois stables? Plus d'emplois stables, plus de production, plus de diffusion, plus de lecteurs, plus de ventes, plus d'emplois stables!

Cela étant dit, il ne faudrait pas croire que la seule planche de salut des revues culturelles soit d'ordre économique. En effet, même si les conditions (de travail, de promotion, de diffusion) s'amélioraient encore – ce que nous souhaitons – entraînant sûrement, comme je le disais, une plus grande visibilité des revues, cela ne voudrait pas automatiquement dire que le rôle qu'elles entendent jouer serait pour autant pleinement rempli. En effet, la visibilité que l'on pourrait éventuellement accorder aux revues doit s'accompagner d'un réel *désir* de la chose intellectuelle. Car le fait est que les animateurs des

revues, qui cherchent à faire pénétrer la culture plus profondément dans la société, ont souvent l'impression que leur travail n'obtient finalement que trop peu d'échos, dans ce monde où il est de plus en plus « dépassé » de prendre le temps de penser.

Nous ne voulons surtout pas n'être que des voix qui crient dans le désert, aussi grand soit-il!

LOUISE VIGEANT